

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT PLACE DU
ONZE NOVEMBRE (DÉMÉNAGEMENT)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur
la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de
fonctions à Monsieur Julien Harel, Directeur du Département des Mobilités
Durables au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au
Quotidien,

Considérant que l'exécution d'un déménagement au n° 9 place du Onze Novembre
nécessite la réglementation du stationnement dans la dite voie,

ARRÊTONS

Article 1^{er}

LE LUNDI 08 JUILLET 2024, le stationnement est interdit place du Onze
Novembre, sur deux emplacements, entre le n° 9 et le n° 11.

Article 2

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le
demandeur 24 heures avant le début du déménagement afin de signaler ces
dispositions aux usagers.

Article 3

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise
habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-
10 du Code de la Route.

Article 4

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place
de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 5

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour
déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à
NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de
Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible
à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur du Département des
Mobilités Durables,



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Julien Harel", written over a horizontal line.

Julien HAREL

Affiché le : 26 JUIN 2024

Exécutoire le : 26 JUIN 2024